

Groupe Jaurès - lundi 25 juillet 2011

Est-il raisonnable d'augmenter significativement le budget de la Culture ?

A l'heure où l'Union européenne cherche à sauver l'euro, où le poids de la dette atteint des sommets historiques dans les pays développés et où les agences de notation traquent le moindre signe de hausse de la dépense publique, la question pourrait prêter à sourire...

Ce n'est pas là la moindre des ironies que ce soit par cette proposition de hausse du plus petit budget de notre nation — comme l'a fait Martine Aubry le 17 juillet au Festival d'Avignon — que se pose finalement la question plus fondamentale du volontarisme politique et de la marge de manœuvre de nos gouvernants.

Les décisions majeures qui conduisent nos avenir semblent se jouer bien au-delà des Etats. Cependant, le mouvement international des « indignés » montre bien que les peuples n'en peuvent plus de subir l'injuste curée libérale qui leur est imposée quel que soit le choix qu'ils aient pu faire aux dernières élections.

Dans ce contexte, quel sens pourra revêtir le vote de chaque Français à la future élection présidentielle ? Sommes-nous condamnés à ne choisir que le meilleur gestionnaire et/ou le plus humain des candidats ou peut-on encore oser espérer une vision ambitieuse pour notre vieille démocratie ?

La génération d'artistes que nous représentons n'a pas connu les mythiques « fastes » des années Lang/Mitterrand . C'est avec une vraie surprise que nous voyons l'intérêt grandissant pour les questions culturelles des candidats à cette élection majeure.

Nous travaillons dans et avec les institutions du réseau national des théâtres publics que nous voyons de plus en plus s'appauvrir. En échange permanent avec les habitants de nos villes, avec les associations et la jeunesse d'aujourd'hui et de demain, nous assistons au délitement du lien social, à la mise à mal des idéaux de solidarité, à la rage causée par l'injustice croissante.

Nous déplorons la raréfaction des espaces de création dotés de moyens appropriés. Nous rêvons d'imaginer des fabriques pour les artistes et les publics qui seraient des lieux de partage, de recherche et d'innovation. Nous souhaitons revitaliser le réseau de nos institutions, héritage précieux de la décentralisation culturelle pensée par nos pères. Nous avons besoin de transmettre aux générations suivantes notre passion et notre pratique, d'organiser des compagnonnages en France et à l'étranger.

Or, nos conditions de travail se sont considérablement détériorées et nos métiers se précarisent à vue d'œil. Maintenu à flots par le truchement de l'assurance chômage, notre secteur professionnel reste largement sous-financé, et nombreux sont les nouveaux équipements ou festivals dont les budgets ne permettent pas de rémunérer normalement les artistes qui y travaillent...

Alors oui, l'idée qu'un projet politique puisse, à l'occasion d'une élection, oser le volontarisme suscite en nous un réel enthousiasme et le retour d'un espoir.

Comme l'ont dit certains responsables, c'est une question de choix et de priorités. Pourquoi, en effet, a-t-il été possible d'accorder une baisse de TVA coûteuse et inefficace, de voter un bouclier fiscal, de n'envisager la réduction de la dette que par celle des dépenses publiques ? Pourquoi serait-il au contraire illusoire d'oser un soutien à notre secteur, vitrine de la France, et qui pèse économiquement autant que celui de l'automobile ? Faut-il toujours attendre de dramatiques événements comme les annulations des festivals de 2003 pour se rendre compte du poids et de l'intérêt économique, social et symbolique de la Culture dans notre pays ?

En 1981, alors même qu'une autre crise économique battait son plein, le doublement du budget de la Culture avait été mis en œuvre, passant de 0,48% à 0,76% de celui de l'Etat. « Soyons sérieux, ce que je vous demande, c'est exactement 25 kms d'autoroute », ironisait déjà André Malraux en 1966.

Aujourd'hui, les collectivités territoriales s'engagent à près de 70% du financement de la Culture. Un soutien accru de l'Etat permettrait d'inventer, avec elles, cette nouvelle phase de la décentralisation artistique et culturelle que nous appelons de nos vœux.

La culture n'est pas un luxe, un supplément d'âme octroyé au pro rata d'une hypothétique prospérité. Une crise est toujours culturelle car elle remet en cause les représentations que les sociétés ont d'elles-mêmes. Le désarroi suscité par le contexte actuel exprime bel et bien une crise de notre imaginaire commun. L'engagement du politique en faveur de la culture, en dépit des clivages, est donc une question de première nécessité. La vitalité artistique et les publics sont là. Nous attendons d'autres signes politiques clairs.

Les 34 premiers signataires :

Marion Aubert, Cécile Backès, Olivier Balazuc, Virginie Barreteau, Mathieu Bauer, David Bobée, Richard Brunel, Angélique Clairand, Enzo Cormann, Paul Desveaux, Julien Fišera, Caroline Guiela, Laurent Hatat, Christophe Huysman, Norah Krief, Benoît Lambert, Jean Lambert-wild, David Lescot, Frédéric Maragnani, Eric Massé, Jean-Charles Massera, Fabrice Melquiot, Arnaud Meunier, Anne Monfort, Julie Nioche, Gloria Paris, Christophe Pellet, Leyla-Claire Rabih, Mirabelle Rousseau, Mathieu Simonet, Thierry Thieû Niang, Laurent Vacher, Bérangère Vantusso, Jacques Vincey...

Auteurs, comédiens, chorégraphes, metteurs en scène et directeurs de Centres Dramatiques Nationaux.